

# Lettre électronique n° 2 de la Tendance CLAIRE du NPA

*Supplément au bulletin Au CLAIR de la lutte (23 juin 2009)*

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/>



## SOMMAIRE

<b>Iran : rébellion et crise politique (article du PTS, section argentine de la FTQI)</b>	-	<b>2</b>
<b>Reportage : Vive la lutte des travailleurs de Goodyear !</b>	- - - - -	<b>6</b>
<b>La CGT Goodyear interpelle Thibault</b>	- - - - -	<b>13</b>
<b>Adresse aux confédérations des Unions locales de l'agglomération havraises</b>	-	<b>15</b>
<b>Appel de la commission exécutive de la CGT'Educ'action</b>	- - - - -	<b>16</b>
<b>Communiqué de la FSE : Solidarité avec nos camarades réprimés au Brésil !</b>	-	<b>17</b>
<b>Allemagne : Grève nationale étudiante contre le processus de Bologne</b>	- -	<b>17</b>
<b>Mobilisation contre Manuel Valls à Evry jeudi 25 juin à 20h</b>	- - - - -	<b>18</b>
<b>Qui sommes nous ?</b>	- - - - -	<b>18</b>

## Après les élections présidentielles ... Iran : rébellion et crise politique

**Traduction de l'article du 18 juin de Claudia Cinatti pour le PTS**  
<http://www.pts.org.ar/spip.php?article12927>

Depuis que l'actuel président Mahmoud Ahmadinejad s'est attribué une victoire spectaculaire lors des élections présidentielles le 12 juin, avec 63% des voix contre 34% à son rival, le « réformateur » Moussavi, les rues de Téhéran et des principales villes du pays sont devenues le théâtre de mobilisations de masses, de la répression policières et para-policière, d'affrontements, d'attaques des campus universitaires, d'arrestations et de morts.

Des centaines de milliers de jeunes, dans leur grande majorité des étudiants, des professions libérales et des secteurs des classes moyennes urbaines aisées, partisans de Moussavi, se sont mobilisés pour manifester leur rejet de ce qu'ils considèrent comme une fraude et pour exiger l'organisation de nouvelles élections. Les partisans d'Ahmadinejad se sont aussi mobilisés de façon massive pour soutenir sa victoire électorale contestée.

Certes, les accusations de fraude n'ont pas été prouvées et divers analystes des médias occidentaux avaient prévu la possibilité d'une victoire d'Ahmadinejad en prenant principalement en compte la forte participation et l'idée que les masses populaires pourraient avoir voté pour lui comme le « moindre mal ». Mais l'ampleur de sa victoire, avec un score près de deux fois supérieur à celui obtenu en 2005, est manifestement en contradiction avec la perception que son gouvernement a suscité une vaste opposition politique et sociale.

Les divisions au sein des sommets du régime combinées au profond mécontentement d'amples secteurs de la société, surtout des classes moyennes urbaines, vis-à-vis d'Ahmadinejad et du régime théocratique, ont été le détonateur de la crise. En effet, le régime maintient une discipline rigide reposant sur une surveillance religieuse et un contrôle social et idéologique, qui s'exprime dans l'oppression des femmes, le châtement brutal des homosexuels et la négation des droits démocratiques à l'organisation politique et syndicale.

Au vu de l'énorme polarisation qui a précédé le scrutin et du développement des mobilisations en faveur de Moussavi — que certains ont appelé la « vague verte » en référence à la couleur de ses partisans —, on peut penser que l'objectif poursuivi par Ahmadinejad avec l'annonce d'une victoire écrasante était d'éviter un possible second tour dans lequel le candidat officiel aurait pu perdre.

Dans un premier temps, le guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a entériné la victoire d'Ahmadinejad. Mais, voyant les mobilisations se développer et craignant l'éventualité qu'elles échappent à tout contrôle, il a finalement accepté la demande de Moussavi d'un recompte partiel des bulletins de vote. Cependant, ce geste politique n'a pas été suffisant pour mettre un terme aux mobilisations qui se poursuivent malgré la répression de l'État et bien que le chef de l'opposition Moussavi ait appelé ses partisans à rester chez eux pour « éviter la violence ».

Beaucoup comparent ce processus à celui de ce qu'il est convenu d'appeler les « révolutions de couleur » dans lesquelles l'impérialisme, en particulier états-unien, soutient et finance des mouvements « démocratiques » pour porter au pouvoir ses alliés — comme cela a été le cas avec la « révolution orange » en Ukraine ou celle du « cèdre » au Liban. En effet, l'une des options envisagées par l'impérialisme américain sous Bush en même temps qu'une intervention militaire était impulser une sorte de « révolution de velours » (à l'image des mobilisations de 1989 contre les régimes staliniens) qui, combinée à la pression exercée par les sanctions économiques et l'isolement, conduise à la chute du régime théocratique. Mais cette politique n'a pas donné les résultats escomptés et, bien que l'Iran soit entouré de pays occupés par les troupes impérialistes, le renversement de Saddam Hussein a renforcé sa position comme puissance régionale. Avec la prise de fonction d'Obama,

l'impérialisme a changé de tactique. Malgré les pressions et les critiques des républicains, Obama évite de se prononcer ouvertement en faveur du candidat Moussavi et de ses dénonciations de fraude ; il souligne au contraire qu'il « *respecte la souveraineté de l'Iran* ». Il s'efforce ainsi de ne pas fournir au régime iranien un argument « anti-impérialiste » et d'éloigner le fantôme d'un « changement de régime » agité par Bush et les néo-conservateurs. L'hostilité ne convient pas à sa stratégie actuelle qui consiste à essayer de « persuader » le régime iranien par la voie diplomatique de renoncer à ses prétentions nucléaires et de s'engager dans une collaboration plus grande pour maintenir la stabilité en Irak et en Afghanistan.

On ne peut pas encore savoir comment le conflit se terminera et si le régime sera à nouveau en mesure, comme dans les cas antérieurs, d'étrangler les mobilisations par la répression et par l'usure ou s'il sera obligé de faire de plus grandes concessions. Mais, par delà la manière dont elle se terminera, cette crise politique peut constituer un point d'inflexion dans l'Iran « postrévolutionnaire » et ouvrir une nouvelle situation, caractérisée par l'intervention des masses sur la scène politique, une fracture visible au sein de l'élite au pouvoir et une importante érosion de la légitimité du régime théocratique.

### **Fractures dans le régime**

La contestation du résultat des élections et, en dernière analyse, du régime, constitue la plus grave crise politique depuis le soulèvement des étudiants en 1999, sous le gouvernement du « réformateur » Khatami, qui s'était terminée par une brutale répression. Le conflit autour des résultats met au jour les luttes pour le pouvoir au sein des sommets du régime théocratique et les divergences face aux décisions jugées stratégiques, au premier rang desquelles celle des relations avec les Etats-Unis et les pays du Moyent-Orient. Ce conflit a divisé l'élite gouvernante en deux camps : d'un côté, le bloc dit « conservateur » dont font partie le président Ahmadinejad, l'ayathollah Khamenei, une grande partie des institutions traditionnelles de la théocratie iranienne, l'armée, la police et les « milices » dites « volontaires » qui patrouillent dans les rues de la ville pour maintenir l'ordre et le contrôle social ; de l'autre, le bloc dit « réformateur » formé par Moussavi, l'ex-président Khatami et le membre du clergé Rafsanjani, chef de l'Assemblée des Experts, l'un des organismes du clergé chiite qui possède un grand poids dans les décisions de l'État et l'élection du chef religieux suprême.

Cependant ces frictions n'impliquent pas de différences stratégiques. Tous les secteurs de l'élite dominante en Iran sont favorables à l'ouverture de négociations officielles avec les Etats-Unis, y compris le « conservateur » Ahmadinejad et la haute hiérarchie du clergé, qui a collaboré de fait avec l'occupation américaine de l'Irak, dont elle ressort largement renforcée. Mais Ahmadinejad et ses alliés sont partisans de maintenir une position plus dure dans les négociations, avec des « gestes » d'indépendance, comme les tests de missiles et la poursuite du programme nucléaire, l'affrontement avec l'État d'Israël ou encore l'alliance avec le Hezbollah et le Hamas. À l'opposé, Moussavi, le bloc « réformateur », est pour faire de plus grandes concessions afin de diminuer les tensions entre l'Iran et l'Occident et permettre ainsi la levée des sanctions économiques, qui pèsent sur le pays, et l'entrée de capitaux impérialistes, dans la perspective d'une ouverture de l'économie.

### **Deux ailes au sein du régime**

Mahmoud Ahmadinejad, ancien membre des Gardiens de la Révolution, liés aux forces de répression de l'État, avait gagné une base populaire lors de son accession à la présidence de la République en 2005, en dénonçant la corruption de l'élite dominante, qui s'est ostensiblement enrichie depuis trente ans qu'elle est au pouvoir. Pendant les deux premières années de son gouvernement, s'appuyant sur la hausse du prix du pétrole, il a accordé des allocations aux pauvres de villes et des campagnes, ainsi que des primes aux employés de l'État et il a favorisé la bourgeoisie du bazar, noyau dur de la base sociale de la théocratie chiite. Cette politique s'est accompagnée d'un renforcement du contrôle de la part des forces de répression de l'État et des milices para-policières comme les Bassijis (milices volontaires). Ses rivaux « réformateurs », partisans de chercher à attirer les investissements de capitalistes étrangers, l'ont accusé de populisme et lui ont reproché d'exacerber inutilement les tensions avec les Etats-Unis.

Mais l'économie iranienne a souffert de l'impact de la crise capitaliste internationale. Selon la Banque Centrale d'Iran, l'inflation a grimpé jusqu'à 24% (même si le gouvernement ne reconnaît qu'une inflation de 14%) et le taux de chômage a atteint 17%. Les prévisions annoncent une seconde année de recul de la croissance économique, conséquence de la chute des cours du pétrole, du manque d'investissements et d'infrastructures adaptées pour exploiter les ressources pétrolières du pays.

Durant la campagne, Ahmadinejad a repris sa rhétorique populiste ; il a même accusé Rafsandjani et plusieurs membres de la « vieille garde » de la « révolution » de 1979 de s'être enrichi en s'appropriant des richesses de l'État. Cependant, sa politique est de plus en plus antipopulaire. Il n'a pas seulement continué de réprimer les grèves ouvrières et de faire emprisonner ses dirigeants, mais il a aussi envoyé devant le Parlement en début d'année un budget où sont prévus des coupes dans les subventions des prix des aliments, qui allègent un peu les difficultés des secteurs pauvres de la société.

Cette situation alimente le mécontentement de vastes secteurs vis-à-vis du gouvernement, ce que l'aile « réformatrice » a vu comme une opportunité pour infliger une défaite à Ahmadinejad lors des élections présidentielles. Cela a poussé des figures clés de l'establishment politico-religieux à s'unir derrière un programme centré sur une politique plus conciliatrice à l'égard des Etats-Unis et du capital impérialiste, avec des promesses démagogiques d'accorder certaines libertés. Il suffit de parcourir les antécédents de ces figures pour comprendre qu'ils expriment seulement les intérêts d'un autre secteur du régime et de l'élite dominante.

Meir-Hossein Moussavi, que les médias occidentaux présentent comme un « démocrate » et un « réformateur », a été premier ministre de 1981 à 1989, lorsque le régime iranien, sous la direction de Khomeini, a décidé de liquider ses ex-alliés de gauche et ordonné l'exécution de milliers de militants communistes et d'autres opposants politiques comme les Moudjahidines du Peuple. Son principal soutien au sein du régime est le chef religieux et ex-président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, un des hommes les plus riches du pays (que le magazine *Forbes* classe comme appartenant à l'élite des 1000 familles de la grande bourgeoisie iranienne). Bien que ces deux hommes soient aujourd'hui alliés, Rafsandjani a fait partie de ceux qui ont impulsé en 1989 la destitution de Moussavi lorsqu'il était premier ministre et menait une politique généralisée de nationalisation de l'économie. Rafsandjani s'est opposé à cette politique en affirmant que la propriété privée est l'un des principes de l'islam. Maintenant ils sont d'accord : Moussavi, comme le souligne le journaliste Robert Fisk, « *est partisan de la libéralisation de l'économie, a promis de contrôler l'inflation par l'intermédiaire de politique monétaire et de rendre la vie plus facile au capital privé* ».

L'autre allié de Moussavi est le membre du clergé réformateur, Mahmoud Khatami, qui a été président de l'Iran de 1997 à 2005. Il avait alors signé des contrats avec des monopoles européens, comme l'entreprise française Elf-Total, qui en a tiré de juteux profits, et favorisé une ouverture du dialogue avec les Etats-Unis. Durant ses huit ans, il a impulsé quelques mesures limitant l'ingérence religieuse, ce qui lui a permis de gagner une large base sociale dans les classes moyennes, la jeunesse et les femmes. Mais, lorsque les étudiants se sont soulevés en 1999, Khatami a cédé à la pression de la théocratie et permis la répression et l'emprisonnement de milliers de jeunes. Pendant son mandat, les représailles contre les travailleurs n'ont pas cessé et son gouvernement a fini par être fortement impopulaire.

La base sociale des « réformateurs » se concentre, pour l'essentiel, dans les secteurs les plus aisés de la société, dans les classes moyennes urbaines que ont accès à l'éducation universitaire, où l'électorat féminin a un grand poids et s'est montré sensible aux promesses d'en finir avec l'oppression de genre qui a caractérisé la théocratie iranienne.

### **Ni populistes « conservateurs » ni faux « réformateurs »**

Le conflit autour des résultats de l'élection présidentielle a ouvert une situation où des centaines de milliers de personnes sont descendus dans les rues. Mais ces mobilisations ont un caractère

contradictoire : bien qu'elles mettent en avant des revendications démocratiques légitimes — comme la fin de l'oppression de genre, les libertés politiques et d'expression — et bien qu'elles s'affrontent à un régime confessionnel réactionnaire, elles sont marquées par une confiance dans un secteur du régime qui, derrière un faux discours « démocratique », défend les intérêts d'un secteur du clergé et de la grande bourgeoisie iranienne, favorable à une ouverture économique et à une « normalisation » des relations avec l'impérialisme pour développer ses propres affaires. D'un autre côté, les secteurs les plus pauvres de la ville et de la campagne, qui dépendent de l'aide de l'État pour leur survie et qui sont plus liés aux traditions religieuses du pays, se mobilisent derrière les promesses populistes d'Ahmadinejad.

Les mobilisations ont déjà eu un premier impact : elles fissurent le régime théocratique et agrandissent les brèches dans les sommets de l'État. Pour que la mobilisation fasse un saut qualitatif et exprime véritablement les intérêts populaires, il est nécessaire que les travailleurs d'Iran, qui ont mené pendant les dernières années des grèves et des mobilisations brutalement réprimées, comme celle du transport public de Téhéran en 2006 (qui s'est achevée par l'emprisonnement des centaines de militants et de dirigeants syndicaux), celle de l'industrie sucrière en 2008 ou celle des travailleurs de l'automobile en 2009, profitent de la crise et défendent une politique indépendante. Dans la révolution de 1979, l'intervention de la classe ouvrière a été décisive pour réussir à renverser le Shah Reza Pahlavi. La grève des travailleurs du pétrole, qui avait duré quatre mois, avait été rejointe par l'action spontanée de travailleurs qui avaient occupé les usines et les terres des grands propriétaires terriens et avaient commencé un processus d'auto-organisation. Mais ce processus avait été étranglé par la consolidation du pouvoir de Khomeini et de la théocratie chiite qui avait lancé une brutale répression contre les travailleurs et l'extrême gauche et avait fini par établir un régime totalement réactionnaire dominé des membres du clergé et des hommes politiques, une nouvelle élite qui a profité de la rente pétrolière et des ressources de l'économie, tout en protégeant les intérêts de la bourgeoisie iranienne et en soumettant la majorité de la population à la tutelle religieuse. Le développement de cette crise peut offrir aux travailleurs, aux jeunes et aux secteurs populaires une seconde chance.

<http://www.pts.org.ar/>



## Vive la lutte des travailleurs de Goodyear !

**Reportage : En lutte depuis le 26 mai, rassemblés devant le siège de l'entreprise à Rueil le 11 juin, ils refusent le plan de 817 licenciements de la direction**

900 travailleurs de l'entreprise multinationale Goodyear d'Amiens-Nord se sont rassemblés jeudi 11 juin devant le siège de l'entreprise à Rueil (Hauts-de-Seine). Le 26 mai, prétextant un déficit du secteur des pneus pour véhicules de tourisme en raison de la crise, la direction de l'entreprise avait annoncé un plan de 817 licenciements sur 1400 emplois, avec la fermeture totale des ateliers concernés (seule serait maintenue la fabrication des pneus pour engins agricoles, qui reste excédentaire, mais même là il n'y a aucune garantie de pérennité, selon les salariés). En comptant les sous-traitants, 1500 emplois sont en fait menacés.

Ce jour-là se tenait un Comité central d'entreprise (CCE) devant lequel la direction devait présenter le détail de son « plan social » et entamer des « négociations » avec les syndicats pour son application, dans un contexte particulièrement difficile pour les salariés, qui subissent déjà une semaine de chômage technique par mois depuis six mois. Arrivés en car dès 8h 30, les travailleurs se sont trouvés immédiatement face à un important dispositif policier visant à les empêcher de s'approcher jusqu'aux portes de l'immeuble et usant rapidement de gaz lacrymogènes contre les ouvriers qui s'avançaient aux cris de « *Les bandits, c'est pas nous* », « *La crise, c'est eux : aucun licenciement, chômage technique payé à 100%* » et « *Jeunes dans la galère, vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas, on la combat* ». Prenant la parole avant de rejoindre la réunion du CCE, le délégué CGT, Mickaël Wamen, a annoncé que l'objectif du mouvement était d'« *aller en justice le plus vite possible pour faire annuler ce plan social* » ; mais il a immédiatement ajouté que, « *si cette bataille est perdue, l'autre bataille sera d'aller chercher du fric* », c'est-à-dire des indemnités maximales, comme l'ont fait les travailleurs de Continental, avec qui ceux de Goodyear ont manifesté main dans la main le 6 juin à Compiègne (cortège de 2000 personnes).

Indignés que la première réponse de la direction à leur rassemblement soit un accueil policier particulièrement important, les ouvriers ont jeté sur les CRS, durant quatre heures, des œufs, des tomates, de la farine, des mottes de terre, de la peinture, des pétards variés et quelques canettes. Les CRS ont régulièrement maintenu la distance avec leurs gaz lacrymogènes. Mais cela n'a pas suffi tant la colère était grande. Les CRS ont fini par démarrer leurs camions et avancer sur la foule pour l'obliger à reculer à une plus grande distance de l'immeuble, scindant en même temps le rassemblement, tout en coinçant le camion de la CGT. Les ouvriers ont alors recouvert d'autocollants les capots et les pare-brise des camions qui faisaient barrage et continué de jeter différents projectiles légers sur les CRS qu'ils pouvaient encore atteindre. Un ouvrier a été molesté par les CRS et deux CRS auraient été blessés durant cette matinée.

Un affrontement plus violent n'a été évité que par l'ultime prise de parole du délégué de la CGT : tout en soutenant les actes de colère des ouvriers comme réponses à la provocation patronale et policière, Mickaël Wamen a appelé au calme et surtout annoncé que le Comité central d'entreprise avait voté à l'unanimité un vœu condamnant purement et simplement le plan social de la direction. Les représentants syndicaux ont alors annoncé leur volonté de saisir le tribunal pour le faire annuler et mis fin à la réunion, au grand dam de la direction qui voulait obtenir le soutien de certains à son plan, quitte à « négocier ». Il faut savoir qu'un précédent plan social, prévoyant 420 licenciements, avait été invalidé en première instance par le tribunal de Nanterre en novembre dernier, puis retiré par la direction malgré sa validation par la cour d'appel de Versailles. Le délégué CGT s'est déclaré confiant dans l'issue du procès, tout en appelant à la poursuite de la mobilisation.

Le syndicat CGT de l'usine, ultramajoritaire (86% des voix), représenté par un leader charismatique, dirige le mouvement ; il fait preuve de combativité : contrairement aux syndicats majoritaires de l'autre usine de Goodyear Dunlop à Amiens-Sud, il avait refusé l'an dernier, malgré le chantage aux licenciements de la direction et une énorme pression, de signer un accord prévoyant le passage aux 4 x 8, destructeur de la vie sociale (avec notamment la généralisation du travail du dimanche). Lors de

la manifestation commune des travailleurs de Goodyear et de Continental le 6 juin à Compiègne, Mikaël Wamen, comme son homologue de Continental, a mis en avant l'objectif de la grève générale et dénoncé les journées d'action saute-mouton des directions syndicales. Le syndicat SUD est également présent sur l'usine et participe à la lutte, tout en demandant la mise en place d'une intersyndicale que la CGT, arguant de sa large majorité, refuse. Quant à la CGC, elle est si discréditée aux yeux des ouvriers, pour avoir soutenu de précédents plans de la direction, que son représentant a été hué et n'a même pas pu prendre la parole durant le rassemblement du 11 juin, malgré l'appel du délégué de la CGT à une unité dépassant les dissensions du passé.

Cependant, si le syndicat CGT a raison de vouloir gagner du temps en faisant appel aux tribunaux, cela ne doit pas se faire au prix d'illusions parmi les travailleurs ; en effet, les jugements de la justice bourgeoise sont non seulement aléatoires (comme le prouvent les décisions contradictoires du tribunal de Nanterre et de la cour d'appel de Versailles concernant le précédent plan social), mais surtout déterminés par la loi, qui n'interdit nullement les licenciements pour raisons économiques, quels que soient les profits généraux de l'entreprise. Or la priorité donnée au recours juridique conduit à faire dépendre la suite de la lutte d'une décision de justice : le délégué CGT prévoit expressément que, en cas de défaite, la revendication centrale ne sera plus l'annulation du plan de licenciements, mais l'accroissement des indemnités, sur le modèle des travailleurs de Continental. Pourtant, la fermeture de la majorité des ateliers, la suppression de 1 500 emplois directs et indirects sont inacceptables : les travailleurs ont donné des années de leur vie et de leur santé pour les profits de Goodyear, ils savent que cette multinationale réalise globalement de juteux profits en France comme dans le monde et ils ont conscience de l'ampleur de la crise actuelle, qui les empêchera pour la plupart de retrouver du travail dans une région d'ores et déjà frappée par un taux de chômage particulièrement élevé. Dès lors, il est vital de faire avancer progressivement l'idée qu'il est possible de se battre pour faire échec au plan de licenciements, pour l'occupation de l'usine et sa gestion par les ouvriers eux-mêmes (sur le modèle des 500 ouvriers de Zanon en Argentine, qui font marcher tout seuls leur usine depuis 8 ans), pour sa nationalisation sous contrôle ouvrier. Cela ne peut certes pas se faire de façon incantatoire, mais passe par le dialogue avec les travailleurs syndiqués et non syndiqués (à commencer par les ouvriers, qui sont et doivent rester hégémoniques dans le mouvement), par leur auto-organisation intégrale, notamment des assemblées générales fréquentes et la mise en place d'un comité de grève élu et mandaté intégrant les représentants syndicaux combattifs, mais sans se réduire à eux.

Corrélativement, s'il peut être juste de ne pas se précipiter dans la grève afin de garder des réserves pour les étapes suivantes de la lutte (il est prévu que le plan de la direction s'applique en 2010), il n'en reste pas moins que l'objectif de la grève doit être mis en avant de façon centrale dès maintenant. Il faut la préparer activement à la fois par une activité de conviction patiente des travailleurs (là encore au moyen notamment des AG démocratiques) et par la constitution immédiate d'une caisse de grève abondée par la population laborieuse d'Amiens et de toute la région, où les 1500 suppressions d'emplois seraient catastrophiques. Une grève pourrait être efficace parce que le secteur des pneus agricoles n'est pas encore touché par la crise et qu'un blocage de la production exercerait donc une pression sur le portefeuille patronal. De plus, des contacts peuvent être pris sans attendre avec les salariés de l'autre usine Goodyear d'Amiens, où les conditions de travail sont encore plus difficiles depuis le passage aux 4 x 8, et des autres usines du groupe, qui emploie 3 500 personnes en France. Enfin, dans la continuité de la jonction avec les travailleurs de Continental, la convergence avec les travailleurs en lutte des autres usines frappées par des plans de licenciements et de fermetures, à commencer par ceux du secteur automobile (donneurs d'ordre, équipementiers et sous-traitants) peut être systématisée, car elle est vitale : c'est dans ce secteur (Continental, Caterpillar, Toyota, Lear, PSA Saint-Ouen...) qu'il y a eu depuis le début de l'année le plus de grèves ouvrières, avec une forte combativité, une certaine radicalité et parfois des victoires partielles. Mais le patronat et l'État savent que des grèves isolées usine par usine ne peuvent donner que des résultats limités, alors que leur débordement et leur convergence conduiraient à des victoires importantes.

Il est donc crucial d'amplifier le combat politique pour des revendications aussi avancées que possible, pour l'auto-organisation des luttes et pour leur jonction, notamment par une Rencontre nationale des délégués des entreprises en lutte et l'organisation d'une Marche unie sur Paris contre les

licenciements. C'est un tel combat que le NPA, insuffisamment représenté au rassemblement des Goodyear le 11 juin (il n'y avait qu'une poignée de militants de Rouen et de Nanterre/Rueil et Christine Poupin n'y était présente qu'à titre syndical), peut contribuer à mener. Pour cela, il faut non seulement soutenir les luttes en cours et à venir, mais prendre des initiatives concrètes et répondre positivement, au niveau national, à la proposition du POI d'organiser effectivement une manifestation nationale contre les licenciements, puisque le NPA s'est prononcé lui aussi pour une telle marche. Il faut aussi proposer à LO, dont les militants sont implantés dans un certain nombre d'entreprises et participent activement aux luttes, de s'associer à cette initiative et à la proposition d'une Rencontre nationale des délégués d'usines en lutte. Il faut enfin mener ce combat dans les syndicats, notamment dans la CGT, en aidant les syndicats et syndicalistes combatifs à déborder l'obstacle des directions bureaucratiques et à se coordonner au niveau national.

De ce point de vue, l'interpellation de la direction confédérale de la CGT par le syndicat CGT de Goodyear (que nous reproduisons ci-dessous) est un point d'appui considérable : dénonçant l'inaction de la confédération face aux licenciements et la tactique désastreuse des « *journées d'action éclatées* », il exige que la CGT appelle à une « *grève générale et totale* », « *un mouvement national de grève reconductible* ».

**Ludovic Wolfgang,  
militant du comité NPA de Nanterre,  
présent au rassemblement des Goodyear le 11 juin.**

## **DOCUMENTS**

### **Discours de Mickaël Wamen, délégué de la CGT, au milieu de la matinée**

La première réunion a été annulée, la deuxième commence dans une demi-heure. Un chef comptable a été nommé pour le plan. À l'ordre du jour, il y a le plan de la direction. Projet de fermeture de l'activité tourisme, pas question de l'activité agricole. On est pour défendre les deux.

Ce que vous faites est très important. On nous fait passer pour des bandits, avec déploiement de CRS ici, vigiles qui me suivent à l'intérieur... « *Les bandits, c'est pas nous !* » (Slogan repris par les manifestants.)

Pour le retour, il faut être aux cars à 12h 45. Je vous ai fait confiance, aucun débordement ne sera toléré dans le car. C'est notre seul moyen pour nous exprimer aujourd'hui. Sinon, il n'y aura plus d'autocaristes pour nous accompagner. La CGT organise un train spécial pour aller à Luxembourg, siège de l'entreprise multinationale. La direction de Goodyear va devoir venir s'expliquer devant le tribunal.

Je vois le visage de salariés déterminés à aller jusqu'au bout ! Mais il faut respecter les gens de chez nous et ceux qui nous soutiennent (pas les CRS, eux, je m'en fous !). On est allé à Continental, on a vu qu'ils sont déterminés, qu'ils ont réussi à faire venir un maximum de salariés. Leur usine ferme alors qu'elle est très moderne. Les patrons octroient 8 ans de salaire pour liquider la boîte !

Je m'adresse maintenant au camarade de la CGC : il doit voter la délibération que nous soumettons au Comité d'entreprise. *[Les ouvriers huent insultent le délégué CGC, qui renonce à prendre la parole.]* Oui, ils nous ont trahis, mais il faut passer à la vitesse supérieure. La CGC n'a pas d'autre choix. L'encadrement aujourd'hui se mobilise, ne nous trompons pas de combat. Ça va pas être évident de travailler avec certains, mais il ne faut pas s'en prendre à une personne. Nous sommes en train de rassembler, ne jetez pas la pierre, allez chercher les collègues dans les bureaux, il faut approfondir la mobilisation. C'est dur d'oublier ce qu'on s'est pris dans la gueule pendant 15 ans, mais c'est l'ensemble du personnel qui va morfler.

Samedi, nous avons manifesté avec les Conti, nous étions 2000, puis il y a eu le concert, moins de monde, mais c'était une fête, c'était une journée exceptionnelle. Donnons-nous la main, salariés, maîtrise et cadres, main dans la main !

## **Discours de Mickaël Wamen après la réunion du Comité central d'entreprise**

La direction a refusé de venir s'expliquer devant vous. *[Huées, sifflets, insultes.]* Mais pendant la réunion, nous avons assisté à un spectacle grandiose. Dumortier *[directeur général de l'entreprise]* a refusé nos délibérations, mais on les a faites quand même et elles ont été adoptés à l'unanimité ! *[Applaudissements.]*

Elles ont été remises. On sera demain devant les tribunaux. Le plan est totalement illégal.

J'en appelle aux responsabilités de chacun, respectez les autres, ne tombons pas dans un engrenage de violence qui n'aura aucun vainqueur. Continuez la lutte, qui ne fait que démarrer.

*[Des ouvriers : On est chaud ! On veut Dumortier !]* Ces gens-là ne viendront pas. On peut répondre à la provocation, mais cela a des limites, arrêtez de jeter des canettes, jetez seulement des œufs, des tomates. La direction n'a pas les couilles de venir. *[Des ouvriers : on va les chercher !]* Le problème est que, quand les CRS sont là, cela dégénère, alors que quand ils ne sont pas là, cela se passe bien.

Mais cela va monter crescendo. Dumortier est mal. Le jugement va tomber dans 2 ou 3 jours. Le plan social tel qu'il a été annoncé va être annulé.

On veut vivre ! Aucun salarié ne mérite le sort qu'on veut lui jeter ! Steeve s'est fait broyer. Ludovic, 24 ans, a perdu un œil. Et maintenant, la direction veut nous virer !

*[Des ouvriers : c'est notre usine !]* Oui, elle appartient à ceux qui l'ont faite. Il y a 1,2 accident par jour, la montée du nombre de cancers. Mais les salariés sont nombreux et déterminés pour faire plier la direction. Les Goodyear sont des gens dignes, travailleurs, ils ne méritent pas ça !

Maintenant, je demande à ces messieurs de la police de laisser passer le camion *[celui de la CGT, encerclé par ceux des CRS]* et de laisser les deux morceaux du rassemblement se rejoindre. Et arrêtez de jeter des canettes. Il n'y a pas de voyous ici, pas de voleurs, les voyous, c'est pas nous ! Ce qui s'est passé aujourd'hui, c'est légitime, il y a eu des provocations des CRS.

Nous sommes déterminés. La lutte de classe, la lutte des salariés en général est importante. On est des mecs dignes, on a des enfants. Si ça finit en cacahuètes, c'est la faute du patron. Pour le moment, on n'en est pas à tout casser.

## **Interview de Laurent et Bruno, ouvriers, non syndiqués (l'un vote pour le NPA)**

*Quelles sont vos revendications ?*

La direction a annoncé un plan social de 817 suppressions de postes. Toute l'activité tourisme doit fermer. Mais c'est la mort du site qui est programmée. L'entreprise s'est déjà débarrassé de 70 intérimaires, il n'y en a quasiment plus. On ne sait rien de concret sur le plan social. Nous demandons la sauvegarde de l'emploi et si on ne peut pas faire autrement nous nous battons pour des indemnités. Pour l'instant, l'usine continue de fonctionner.

*Avez-vous des liens avec les salariés d'autres entreprises en lutte ?*

Nous avons rencontré ceux de Continental, visité leur usine ultramoderne qui ferme. Nous avons manifesté avec eux le 2 juin. Leur lutte est modèle. Nous voulons obtenir autant sinon plus.

*Comment se passe la mobilisation dans l'usine ?*

Pour l'instant, l'usine continue de fonctionner. Mais la colère est immense. Les gens ne veulent plus travailler.

*Y a-t-il des AG ? Comment décidez-vous les revendications, les actions ?*

Il y a eu une réunion jeudi dernier, elle était massive, la maîtrise était présente, les bureaux aussi. La CGT est très présente. Il y a un consensus autour du syndicat.

*Jusqu'où êtes-vous prêts à aller ?*

Jusqu'au bout !

*Séquestrer le patron ?*

Oui, on est prêt à aller jusqu'à séquestrer le directeur, mais encore faudrait-il qu'on le voie, car il n'est jamais là !

*Que pensez-vous de la méthode de l'occupation d'usine et de sa gestion par les travailleurs eux-mêmes, comme cela se fait dans quelques endroits en Amérique latine, par exemple à l'usine Zanon en Argentine ?*

Ce n'est pas possible en France. C'est à l'État d'intervenir en baissant les taxes.

*Voulez-vous parler des cotisations patronales ? Cela ne risque-t-il pas de creuser le déficit de la Sécurité sociale ?*

Il faut prendre sur les profits !

*Si vous pensez que c'est à l'État d'intervenir, ne faut-il pas revendiquer la nationalisation de l'usine ?*

Non, ce n'est pas une usine française. Beaucoup de sites sont rentables. Mais il faut une intervention. Par exemple, le terrain de l'usine est loué à la ville d'Amiens avec un bail de 50 ans. La mairie [PS, ndr] nous soutient, elle a donné de l'argent au Comité d'entreprise pour financer les cars et la mobilisation, mais c'est tout. Et le gouvernement, il s'en fout !

*Comment voyez-vous le lien avec les autres usines en lutte maintenant ?*

Il faut se rassembler pour être plus nombreux. Il faut voir ça avec le syndicat.

*Que pensez-vous de la proposition d'une marche contre les licenciements mise en avant par certains partis comme le NPA et le POI ?*

Oui, c'est une très bonne idée, il faut la faire !

### **Interview de Hicham, ouvrier, syndiqué à la CGT**

*On m'a dit qu'il y avait 817 licenciements sur 1400 ; connaissez-vous le détail du plan de la direction ?*

Non, on ne sait rien d'autre. Mais c'est le deuxième plan social. On devait passer en 4 x 8 l'an passé, mais on a refusé, contrairement à ceux de Dunlop. La direction a fait un plan de 400 licenciements, mais le tribunal lui a donné tort car les profits étaient en hausse. Maintenant, la direction prend prétexte de la crise et de notre refus des 4 x 8. C'est du chantage.

*Que revendiquez-vous ?*

Le syndicat refuse le plan social. Si la direction nous tient tête et que le tribunal lui donne raison, alors il faudra obtenir des reclassements et des indemnités. Pour l'instant, nous nous battons contre le plan. Mais on est inquiet. Beaucoup de gens ont des crédits. Les conditions de travail sont très dures, d'autant que l'appareil productif est obsolète. Quand on a vu l'usine ultramoderne de Continental, on a été impressionné par le contraste avec notre matériel. Et ils ferment même l'usine de Continental !

*Y a-t-il des AG ?*

Tout le monde est convié aux heures d'information syndicale de la CGT. La CGT suit à 100%. Elle a obtenu 87% des voix aux élections il y a trois mois. Aujourd'hui, 70% sont montés. C'est autant qu'aux actions précédentes, notamment sur les marchés d'Amiens, dans la zone industrielle, à la préfecture. Samedi, nous avons fait grève pour aller manifester avec ceux de Continental. Les gens sont prêts à se battre, mais dans le calme. Certains voulaient saboter, casser les machines. Mais nous avons un bon secrétaire général CGT, il ne veut pas d'actions violentes. Ce n'est pas par la violence qu'on y arrivera. La direction n'attend que ça, la faute !

*Et maintenant, qu'allez-vous faire ?*

Il faut s'adresser aux médias. Je ne sait pas ce qu'ils font. Ils peuvent mettre au jour la triste vérité, donner de la transparence. Les gens ont beaucoup donné. Il faut aussi saisir les tribunaux : il y a une justice en France. On espère qu'ils nous donneront raison.

*Que pensez-vous de ceux qui séquestrent les patrons ?*

Cela leur pose des problèmes ensuite ! Mais si c'est le seul moyen, pourquoi pas ?

*Que pensez-vous d'une manifestation nationale contre les licenciements, comme le proposent le NPA et le POI ?*

Oui, bonne idée ! Nous n'avons pas de contacts avec d'autres travailleurs, à part les Conti. On va essayer d'aller voir les autres, la CGT va essayer.

*Pensez-vous pouvoir gagner seuls ?*

Ça doit être du cas par cas. Chaque entreprise mène son combat. L'alliance peut permettre de faire pression, mais les cas sont différents.

*Dans votre cas, vous dites qu'on peut compter sur les tribunaux. Mais le patron a le droit de licencier !*

Oui, mais Goodyear est une multinationale très riche. Elle peut maintenir les emplois.

*Êtes-vous pour l'interdiction des licenciements ?*

Oui ou alors il faut des indemnités et reclassements.

*Que pensez-vous de la méthode de l'occupation d'usine et de sa gestion par les travailleurs eux-mêmes, comme cela se fait dans quelques endroits en Amérique latine, par exemple à l'usine Zanon en Argentine ?*

C'est une bonne idée si c'est la seule solution. Mais j'imagine mal cela en France.

*Que pensez-vous de la revendication de « nationalisation » ?*

Pourquoi pas ? Je ne sais pas si l'État peut faire cela, mais OK. Comme ça, si l'État veut se désengager, alors il y aura des contreparties, car il y a plus de sécurité pour les travailleurs dans les entreprises d'État.

### **Interview de Dominique, militant de SUD**

*Pensez-vous comme certains de vos collègues qu'il faille compter sur le tribunal ?*

On n'en est pas là. Mais si on y va, on a bon espoir. Il y a des failles dans le plan de la direction.

*Quelles sont vos revendications ?*

Non aux licenciements, maintien de l'activité tourisme. Si ça ne marche pas, on verra, mais pour le moment, on s'en tient à ça.

*Quelles actions proposez-vous ?*

Pas le blocus de l'usine, car cela va contenter le patron. Il faut des actions différentes et régulières, comme on en a fait à Amiens, samedi avec Continental, aujourd'hui à Rueil...

*Cela suffira-t-il ?*

Je ne sais pas, car c'est vrai que la direction est pitoyable.

*La colère des ouvriers n'est-elle pas très forte ? On m'a dit que certains voulaient casser les machines...*

Non, il n'y a pas de volonté de casser les machines. On dit aux gens de ne pas faire ça : « *les voyous, c'est pas nous* ». Mais ce ne sera plus possible de maintenir le calme au bout d'un moment.

*Faut-il se lier avec les autres travailleurs en lutte, réaliser la convergence des luttes ?*

Il y a une grosse solidarité, nous faisons le lien avec notre syndicat SUD, notamment avec BASF, Flint, Sanofi... Pour la convergence, les gens viendront au fur et à mesure, on avisera.

*La lutte des Continental est-elle un modèle pour vous ?*

Je ne suis pas d'accord pour parler de victoire : ils n'ont pas gagné, l'usine a fermé. Ce qu'on veut, c'est sauvegarder l'emploi. Si on laisse faire, ça va se généraliser.

*Que pensez-vous d'une manifestation nationale à Paris contre les licenciements, comme le proposent le NPA et le POI ?*

Bonne initiative, mais on a en marre des manifestations « syndicalo-pédestres » tous les deux mois. Nous on est pour des actions, on va aller au siège de l'entreprise à Luxembourg, comme l'a dit la CGT. On ne restera pas à bloquer devant l'usine.

*La grève n'est-elle pas un bon moyen de pression sur le patron, comme le prouve par exemple celle des travailleurs de Lear en grève depuis plusieurs semaines, qui fait que les voitures construites PSA Aulnay n'ont pas de siège et sont donc invendables ?*

Je ne connais pas cette lutte, tout dépend de leurs problèmes, mais nous, nous ne sommes pas pour la grève jusqu'au bout, il y a des failles dans le plan de la direction.

*Que pensez-vous de la méthode de la séquestration du patron ?*

C'est une étape ultime, quand les gens n'ont plus rien à perdre. Mais vous voyez comment les CRS nous accueillent, avec des lacrymo : on n'est pas des bandits ! Si ça part en vrille, c'est la catastrophe. La colère est encore minime, mais elle peut grandir.

*Faut-il une intervention du gouvernement ?*

Oui, on est pour, mais Sarko fait du vent. On a des élus avec nous. Mais nous sommes du privé, nous n'avons pas de pouvoir.

*Faut-il exiger la nationalisation de Goodyear ?*

Oui. Les conditions de travail sont très pénibles, les profits sont très gros. Mais les gens achètent maintenant des pneus chinois de mauvaise qualité, en fait cela va leur revenir plus cher, ils vont devoir en changer plus souvent. Le gouvernement ne peut faire ce qu'il veut. Il faut 100 millions d'euros pour moderniser l'usine. Il faut que le gouvernement mette le nez dans les papiers de Goodyear.

*Que pensez-vous de la méthode de l'occupation d'usine et de sa gestion par les travailleurs eux-mêmes, comme cela se fait dans quelques endroits en Amérique latine, par exemple à l'usine Zanon en Argentine ou chez Lip en France dans les années 70 ?*

Ce n'est pas à l'ordre du jour à ce stade. Si c'est l'ultime recours, on y viendra.

*Pourquoi construisez-vous un syndicat SUD ? Avez-vous des désaccords avec la CGT, qui pèse 87% des voix aux élections ?*

Il faut plusieurs syndicats, c'est la démocratie. Nous n'avons aucun désaccord avec la CGT. D'accord pour dire non aux 4 x 8, c'est de l'esclavage. Mais on tempère plus. On essaie d'amener au mouvement lentement, sans brusquer les gens. Nous sommes moins radicaux que la CGT. Mais si on était majoritaire, ce serait différent, on serait plus radicaux.

*(Propos recueillis par L. W.)*

## **La CGT Goodyear interpelle Thibault**

A THIBAUT Bernard, Secrétaire général CGT

Le syndicat CGT Goodyear a pris la décision de vous écrire après avoir longtemps dit qu'il allait le faire, mais nous ne pouvons plus repousser cette fois -ci !!!!

En effet, nous trouvons que la situation de notre site mais aussi la situation de milliers de salariés en France est alarmante et pour autant nous attendons toujours une réaction massive et d'envergure !!!!

La France est victime d'une catastrophe voulue et mise en place par un gouvernement et des patrons qui ne connaissent aucune limite et pour autant la réaction de la CGT est plus que timide, elle est inexistante !!!

Les ouvriers, salariés attendent un mouvement qui mettra fin à l'insolence de ceux qui détruisent des milliers d'emplois et autant de vies de familles et nous n'avons droit qu'à des journées de mobilisation éclatées sur plusieurs mois, janvier, mars, juin et il faudrait attendre septembre pour remettre ça ????

Il est évident que rien ne vas plus, comment pensez vous réussir à mettre à genoux se gouvernement qui haït le monde du travail avec des journées de mobilisation si peux cohérentes avec la cruauté de ce que nous subissons à la base !!!

Des milliers de salariés en France attendent un appel à une grève générale et totale, les manifestations encadrées dont les parcours sont connus de tous ne servent plus à rien, si ce n'est se faire plaisir et montrer qu'il y a encore des syndicats dans ce pays !!!

Le président de la république et son équipe, se moque totalement des manifestations actuelles, mais par contre partout en France des bases CGT luttent chacunes de leur coté, elles luttent aux cotés de salariés qui sont en train de crever et ils n'attendent qu' une seule chose un appel à une action totale, la CGT est le seul syndicat qui peut le faire, et nous sommes des CGT'istes de base certes mais

CGTistes, il va falloir se bouger un peu, car la crise actuelle doit avoir en réponse une mobilisation de tous au même moment, ne pas agir serait un crime contre le monde du travail !!!!!

La CGT Goodyear représente plus de 85% des salariés du site d'Amiens, nous travaillons chaque jour à faire en sorte d'améliorer le quotidien des salariés de notre site, mais le problème c'est qu'à l'heure actuelle, il y a dans des centaines d'entreprises en France des mecs qui luttent, qui se battent, qui crèvent, et ils n'attendent qu'une seule chose, qu'un appel puisse nous unir tous dans ce combat, car sans le TOUS ENSEMBLE le patronat et le gouvernement ont encore de beaux jours devant eux !!!

De plus en plus des militants CGT se font passer à tabac, ou alors vont en garde à vu, les patrons et le gouvernement criminalisent la lutte sociale, il va falloir quand même que vous réagissiez la haut, c'est écœurant de voir des syndicalistes en correctionnel parce qu'ils ont défendu leurs collègues et dans le même temps des patrons qui se tirent après avoir mis en faillite les boites avec des parachutes de plusieurs millions d'€uros, la CGT doit faire condamner avec la plus grande fermeté les agissements d'une bande de voyous !!!

La CGT celle pour laquelle nous sommes devenus militants, est un syndicat qui répond aux besoins des salariés, qui écoute la base, les syndiqués, les militants mais aussi tous ceux qui souffrent des injustices et là, nous ne comprenons pas, ou vous êtes dans un bureau trop hermétique aux appels de ceux qui crèvent ou alors il y a autre chose, mais en tout cas, nous ne pouvons plus accepter que des gars luttent seuls dans leur coin alors qu'il faut un mouvement d'ampleur !!!

Nous sommes allé rejoindre nos collègues de CONTI (d'ailleurs vous n'en avez jamais fait état même lors de vos passages à canal+ ou ailleurs...) et là bas nous avons vu des petits gars d'une boite qui s'appelle LEARE nous expliquer avec leurs tripes qu'ils luttent depuis des semaines contre un géant appelé PEUGEOT et que le seul message du gouvernement a été d'envoyer des CRS leur démonter la « gueule » !!!!

PEUGEOT qui a reçu 3.5 milliards de l'état c'est-à-dire des impôts des contribuables et qui fait fermer tous les sous-traitants Français, nous avons face à nous des VOYOUS qui n'ont aucune limite et aucun scrupule !!!!

A chaque fois que nous allons sur un piquet de grève, nous entendons la même chose....

« ils font quoi la haut à la CGT ???? »

Nous dirons ils font quoi, ils attendent quoi ????

Nous n'avons jamais connu une telle régression sociale dans notre pays et tous le monde est touché, actifs du privé et du public, retraités, nous sommes dans un pays où des retraités pour se nourrir vont faire les poubelles après avoir travaillé 40 ans aux pièces pour des patrons qui eux à 50 ans sont en retraite sur des yachts coûtants des millions d'€uros !!

Cela n'est plus possible, il va falloir que la confédération CGT bouge, nous sommes tous en train de crever dans nos coins, alors que tous ensemble nous aurions déjà gagné !!!!

Des Goodyear, des CONTI il y en a partout, et partout les appels se multiplient pour que la CGT appelle à un mouvement nationale de grève reconductible, il n'y a que comme ça que le gouvernement arrêtera de nous prendre pour des cons !!!

Nous sommes des CGT fiers de l'être et nous voulons continuer à l'être, votre poste de secrétaire général de la CGT vous oblige à nous écouter nous les militants de la base, la CGT est un syndicat démocratique avec des valeurs dont une est la plus forte, celle d'être aux cotés de ceux qui luttent et pour le moment ceux qui luttent se sentent bien seuls !!!

Nous n'avons d'ailleurs pas participé à la journée d'action du 13 JUIN 2009, cette journée d'action démontre que vous êtes en déphasage totale avec les revendications de la base, qui peut croire un seul instant que manifester main dans la main un samedi va faire bouger le gouvernement ????

Il faut arrêter cette mesquinerie, en 1936 les salariés ont obtenu des avancées sociales énormes, mais ils les ont obtenues en luttant TOUS au même moment et pendant un long moment, en ce moment les salariés luttent pour ne pas perdre des acquis ou alors leurs emplois, nous ne nous battons même pas pour obtenir de nouveaux droits mais tout simplement pour essayer de vivre !!!

Le gouvernement revient à la charge, allongement de la durée de cotisation, trou de la sécu qui d'ailleurs et du fait que les patrons ne payent pas leurs cotisations, bref, l'annonce est clair, ils ont déclaré la guerre au monde du travail !!!

Vous attendez quoi, vous faites encore le bilan, que va-t-il falloir pour la CGT revienne à ses origines, c'est-à-dire un syndicat qui s'oppose à ceux qui veulent détruire le monde du travail ????

La CGT Goodyear vous écris au nom de milliers de salariés qui comme nous vous demande de nous entendre, ce n'est pas un devoir, c'est tout simplement vital !!!!

Espérant que notre lettre ne finira pas dans une poubelle et qu'elle aura attiré votre attention, nous vous disons à bientôt à vos côtés dans les rues avec tous ceux qui veulent que le monde change dès demain !!!!!

Le syndicat CGT Goodyear

## **Adresse aux confédérations des Unions locales de l'agglomération havraises**

Aux Confédérations

Le Havre, le 03 juin 2009

Chers Camarades,

Les 3 manifestations nationales unitaires interprofessionnelles du 29 janvier, 19 mars et 1<sup>er</sup> mai, ont témoigné d'un enracinement de la mobilisation et de la détermination des salariés, demandeurs d'emploi, retraités et des jeunes à exprimer leurs revendications et à obtenir satisfaction.

Le gouvernement Sarkozy et le Medef ont fait mine de ne rien entendre et la répétition de journées de mobilisation à l'identique pourrait bien conduire à l'enterrement de notre espoir de gagner un meilleur partage des richesses en faveur des salariés qui n'ont pas à payer la crise.

Les Unions Locales interprofessionnelles du Havre sont déterminées à faire entendre la voix de tous ceux qui luttent aujourd'hui. Si nous voulons gagner et pour rassembler plus encore autour de celles et ceux déjà descendus dans la rue, il faut crier plus fort encore et nos Unions interprofessionnelles sont unanimes pour réclamer à chacune de leur direction nationale de proposer des actions plus déterminées que celles proposées aujourd'hui.

Le 13 juin ne répond pas plus à nos attentes et pour engager des luttes victorieuses, nous réclamons l'organisation d'une manifestation nationale à Paris pour montrer notre force et, pourquoi pas, discuter et préparer une grève générale dont la reconduction pourrait être décidée.

Recevez Chers Camarades, nos fraternelles salutations.

Pour les Unions Locales de l'agglomération havraises : FSU CGT CFDT FO Solidaires CFTC CFE-CGC

# Appel de la commission exécutive de la CGT'Educ'action

Montreuil, le 15 juin 2009

Au Bureau confédéral

Face à la crise, et malgré les fortes mobilisations des 29 janvier, 19 mars et 1er mai, le gouvernement n'apporte pas les réponses escomptées par les organisations syndicales dans leurs déclarations unitaires et par une immense majorité de citoyens.

Par ailleurs, les luttes sont nombreuses contre les réformes gouvernementales, et certaines entamées depuis longtemps : Education, Université, Hôpitaux, RGPP, EDF-GDF ...

De nouvelles luttes voient aussi quotidiennement le jour dans d'autres secteurs et entreprises, touchés par les attaques contre le droit du travail et les plans de licenciement, à l'instar de Continental, Caterpillar, Goodyear, Valeo...

Parallèlement, et dans cette période de crise, les salariés ont voté majoritairement pour la CGT lors des dernières élections Prud'homales, faisant ainsi de la CGT, la 1ère organisation syndicale du pays. Cela confère à notre organisation une grande responsabilité.

Dans ce contexte et face aux enjeux à relever, la Commission exécutive de la CGT éduc'action, réunie le 12 juin, estime que la proposition d'actions multiformes de l'intersyndicale au niveau national s'avère insuffisante.

Elle rappelle qu'une étape a été manquée au lendemain du 19 mars en renvoyant la poursuite de la mobilisation au 1er mai. Les deux journées qui ont suivi, 26 mai, initiatives locales et 13 juin limité à des manifestations décentralisées n'ont pas été à la hauteur des attentes des salariés.

Ce mode d'action a certes été guidé par le souci de maintenir l'unité syndicale et de prise en compte de la faible syndicalisation ou implantation syndicale dans le secteur privé. Mais, il pourrait conduire à une démobilitation des salariés, y compris des syndiqués CGT. D'autres types de luttes, comme celles menées en Guadeloupe ou par les personnels de l'université et de la recherche et de l'éducation, ont démontré que l'on pouvait opter pour d'autres choix.

Nous interpellons la direction confédérale sur ses choix en matière de stratégie syndicale. Nous souhaitons rappeler notre attachement à poursuivre la construction de l'unité d'action si essentielle, mais toujours à partir des revendications communes des salariés.

Or, la plateforme unitaire et les modalités d'actions engagées nous paraissent insuffisantes, les déclarations de certaines organisations syndicales renvoient l'image d'une unité de sommet artificielle.

Nous demandons à notre Confédération d'entendre notre appel et notre volonté de choix plus combatifs face à un gouvernement et un patronat qui méprisent la réalité des conditions de travail de l'ensemble des citoyens, jeunes, salariés, retraités de ce pays. Les vacances d'été sont proches et il serait illusoire de penser pouvoir continuer la lutte sous les formes actuelles pendant cette période, aussi nous souhaitons que notre confédération prenne toutes ses responsabilités pour préparer une rentrée sociale à la hauteur des enjeux. Le message de notre confédération et des salariés, retraités, privés d'emploi au gouvernement doit être ferme, clair et sans appel.

La Commission exécutive de la CGT Educ'action

## **Communiqué de la Fédération Syndicale Etudiante (FSE) Solidarité avec nos camarades réprimés au Brésil !**

Le 12 juin 2009

Depuis le 5 mai dernier, les personnels de l'université de Sao Paulo au Brésil sont en grève pour une augmentation de salaire. Dans leurs revendications apparaît aussi la demande de réintégration de leur camarade Claudionor Brandao, dirigeant du syndicat des travailleurs de l'université de San Paulo (SINTUSP) dont il a été licencié pour avoir commis le crime d'être un militant syndical.

Face à l'ampleur de la mobilisation, la présidence a pris la décision d'envoyer la police pour "occuper" le campus. Le 9 juin, 1500 étudiants, personnels et enseignants se sont réunis pour protester contre la présence policière. Aux étudiants qui leur lançaient des fleurs, les forces de l'Etat ont répondu par des lancers de gaz lacrymogènes et les flash ball.

Bilan de ce rassemblement : plusieurs militants, dont Brandao, sont incarcérés sous ordre de la présidence. Ils ont été libérés depuis mais demeurent sous plusieurs chefs d'accusation dont "atteinte à la propriété publique" ou autres motifs fallacieux qui leur font courir le risque d'une nouvelle incarcération.

Malheureusement, ce type de répression syndicale n'est pas sans nous rappeler la réalité que nous vivons en France et dans l'ensemble de l'Europe. Partout les militants politiques et syndicaux sont réprimés. Face à la crise du système qui attaque l'ensemble des classes populaires, les luttes face à la dégradation de nos conditions de vie vont se multiplier, et la répression ne va cesser de s'accroître à l'échelle de la planète.

Les personnels et les étudiants de l'université de Sao Paulo ont raison de poursuivre la grève pour imposer de meilleures conditions de travail et d'études, et de refuser la présence policière dans leur université.

Montrons que notre solidarité n'a pas de frontières !  
Vive la lutte de nos camarades brésiliens !  
Flics, hors de nos facs !

<http://www.luttes-etudiantes.com>

## **Allemagne : Grève nationale étudiante contre le processus de Bologne**

**Article Marie De Verges paru dans le quotidien *le Monde* daté du 19 juin 2009**

[http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/06/18/les-etudiants-allemands-font-greve-contre-la-standardisation-des-etudes\\_1208355\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/06/18/les-etudiants-allemands-font-greve-contre-la-standardisation-des-etudes_1208355_3214.html)

## Mobilisation contre Manuel Valls à Evry jeudi 25 juin à 20h

Après les propos tenus par M. Valls à Evry (sur le manque de « blancs » dans sa ville), le NPA 91 appelle à un rassemblement devant la Mairie d'Evry, le JEUDI 25 JUIN à 20h00.



The new  
WHITE  
SPIRIT ?



“Tu me mets quelques Blancs, quelques white, quelques blancs”.  
(Manuel Valls, Brocante Evry, 7 juin 2009)

Tract du NPA d'appel au rassemblement :  
<http://bellacio.org/fr/IMG/pdf/Tract-Valls.pdf>

Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

Site de la tendance CLAIRE du NPA :  
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/>

## Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009. Elle est animée par des militants qui participent activement au processus NPA depuis son lancement (présents dans onze départements, les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant). Sa base, qui s'enrichira au fur et à mesure des discussions dans le NPA selon les besoins de l'action commune, est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale et par les textes du Projet de Tendance défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, adoptés le 13 décembre 2008, soumis aux AG électives, puis au congrès fondateur du NPA, où ils ont obtenu entre 1,61 et 2,82% des voix. Sa nécessité est due aux importantes limites et faiblesses cristallisées par ce congrès. Son objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose.

Militants du NPA, nous combattons pour en finir avec le capitalisme, ce système barbare qui implique des inégalités intolérables, la misère des masses, l'exploitation des travailleurs, les guerres pour le profit, les désastres écologiques...

Nous luttons pour une révolution qui permettra la satisfaction de nos revendications légitimes et de nos aspirations humaines, par la construction d'une société libre et égalitaire, sans classes et sans État : une société communiste. Cette émancipation n'est possible qu'à l'échelle mondiale et sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, contrairement au prétendu « socialisme » de l'ex-URSS ou de Chine, où régnait une bureaucratie exploiteuse et parasitaire.

Notre objectif politique est donc le pouvoir des travailleurs, largement majoritaires dans la population, à tous les niveaux. Dans ce but, nous combattons pour un gouvernement des travailleurs auto-organisés, qui seul aura assez de force pour diriger la révolution, exproprier les capitalistes et empêcher leur contre-révolution.

La construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire est indispensable pour y parvenir.